

PROTECTION DES DONNEES

Notre Politique de protection des données

Notre structure est susceptible de collecter et de traiter des données à caractère personnel vous concernant dans le cadre de prestations de formation ou d'accompagnement.

Nous nous engageons à respecter et à appliquer la réglementation en vigueur en France (Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée) et dans l'Union Européenne (Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, dit « RGPD ») en matière de protection des données à caractère personnel.

Elle peut être modifiée ou mise à jour à tout moment.

Nous vous prions de la lire attentivement et vous invitons à la consulter régulièrement.

Pourquoi traitons-nous vos données personnelles ?

Pour :

- ✓ Mettre en œuvre une action de formation et/ou d'accompagnement,
- ✓ Évaluer vos connaissances, vos acquis, vos compétences et votre savoir-faire dans le cadre d'une action de formation ou d'un contrat d'accompagnement.
- ✓ Vous inscrire aux sessions d'examen
- ✓ Transmettre vos demandes d'aides financières aux organismes compétents,
- ✓ Mesurer votre satisfaction à l'issue de la formation dont vous avez bénéficié,
- ✓ Suivre la poursuite de votre projet professionnel, notamment votre insertion dans l'emploi, par le biais d'enquêtes réalisées à la demande des financeurs et acteurs des politiques publiques,
- ✓ Rendre compte auprès de d'éventuels tiers (financeurs, prescripteurs, et autres partenaires) des prestations dont vous bénéficiez

Le traitement de vos données personnelles peut également être imposé par des **dispositions légales ou réglementaires**, telles que :

- ✓ L'obligation de transmettre des données vous concernant aux organismes de protection sociale afin qu'ils déterminent vos droits sociaux,

✓ L'obligation de transmettre tout document afférent aux prestations dont vous avez bénéficié dans le cadre du contrôle des financements mobilisés.

✓ Le traitement de vos données personnelles peut également être nécessaire pour permettre à notre structure d'exécuter ses missions de service public et/ou pour permettre l'exécution de la mission publique de l'un de ses partenaires. Il peut s'agir notamment des dispositifs régionaux, départementaux ou nationaux.

Notre association, ses prestataires ou sous-traitants peuvent vous contacter pour vous proposer de répondre à des enquêtes. Ces enquêtes sont menées sur la base de votre consentement (ex. : enquête de satisfaction) ou pour répondre à une obligation légale (ex.: enquêtes imposées par l'un des financeurs publics ou européens de votre formation) ou pour l'exécution d'une mission d'intérêt public.

Avant toute enquête, nous vous informons :

De l'objectif poursuivi par l'enquête,

✓ du fondement justifiant l'enquête (cette enquête est-elle réalisée sur la base de votre consentement ou pour répondre à une obligation légale),

✓ du mode de traitement des résultats de l'enquête (anonymisés ou non),

✓ des destinataires auxquels les résultats de l'enquête pourront être communiqués,

✓ de vos droits et de la manière dont vous pouvez les exercer,

Quelles données personnelles traitons-nous ?

Données d'identification

(Nom, prénom, date de naissance, adresse, numéro de téléphone, mail, etc...)

Lorsque vous candidatez à une formation, vous bénéficiez de services de notre structure.

Données vie personnelle

(Situation familiale, nombre de personnes à charge, logement, mobilité)

Lorsque que vous bénéficiez d'un accompagnement à la 'insertion, lorsque vous être stagiaire de la formation professionnelle.

Données vie professionnelle

(CV, diplômes, identifiant pôle emploi, durée de chômage, contrat de travail...)

Lorsque que vous bénéficiez d'un accompagnement à la 'insertion, lorsque vous être stagiaire de la formation professionnelle

Données financières

(Coordonnées bancaires, revenus...)

Lorsque vous êtes stagiaires de la formation professionnelle, lorsque vous bénéficiez d'une aide financière.

Les données personnelles concernant les mineurs

Nous ne traitons aucune donnée personnelle concernant un mineur sans le consentement d'un représentant légal.

Combien de temps sont conservées vos données personnelles ?

Nous conservons vos données personnelles pendant la durée nécessaire à l'accomplissement des finalités poursuivies par chaque traitement et/ou conformément aux dispositions légales et réglementaires applicables à chaque traitement

Les durées de conservation varient en fonction de la nature des données et de la finalité du traitement.

Une fois les finalités de traitement atteintes, dans la limite des contraintes techniques, vos données sont anonymisées et/ou supprimées.

À qui vos données personnelles peuvent-elles être communiquées ?

Vos données personnelles peuvent être communiquées aux :

✓ Administrations, institutions et organisations tels que Pôle Emploi, le Ministère du Travail, le Département, la Région.

✓ Partenaires dans le champ de l'orientation de la formation et de l'insertion professionnelles tels que les Missions Locales, les CAP Emploi,

✓ Autres organismes de formation,

Nous nous engageons à ne pas fournir vos données personnelles à des acteurs exerçant des activités publicitaires.

Comment assurons-nous la sécurité de vos données personnelles ?

Par des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données et des services nécessaires à la réalisation :

Sécurité des locaux et des ressources informatiques,

Sécurité des postes de travail.

Quels sont vos droits ?

✓ Accéder à vos données personnelles (**droit d'accès**).

✓ Demander la correction, la mise à jour ou la modification des données vous concernant qui ne sont plus exactes ou complètes (**droit de rectification**),

✓ Demander la limitation ou la suppression de vos données personnelles, notamment si vous croyez que leur traitement n'est pas justifié ou n'est pas légal ou dans les autres cas prévus par la loi (**droit de limitation et de suppression**).

✓ Retirer votre consentement au traitement de vos données personnelles, dans le cas où vous avez donné un tel consentement (**droit de retrait du consentement**).

✓ Vous opposer à la continuation d'un traitement (**droit d'opposition**).

✓ Demander la portabilité de vos données personnelles à savoir, la restitution de vos données personnelles sous un format électronique aux fins de les utiliser vous-même ou de les transmettre à un autre organisme, dans les cas permis par la loi (**droit à la portabilité**).

✓ Définir des directives relatives au sort de vos données personnelles après votre décès (conformément à l'art. 40-1 de la Loi Informatique et Libertés)

Si vous considérez que le traitement de vos données personnelles ne respecte pas vos droits, vous pouvez adresser une réclamation auprès de la CNIL, autorité de contrôle dont la mission est de veiller en France au respect de la réglementation applicable aux traitements de données à caractère personnel : www.cnil.fr

Comment pouvez-vous exercer vos droits ?

Ces droits doivent être exercés dans les limites et conditions prévues par la loi française (la Loi Informatique et Libertés du 6 janvier 1978 modifiée) et européenne (le Règlement (UE) 2016/679).

Si vous souhaitez exercer l'un de vos droits, il suffit d'adresser votre demande :

✓ Par email : iscap.coursan11@gmail.com

✓ Par voie postale à l'adresse suivante : 15 rue Gustave Eiffel 11110 COURSAN

Il convient de mentionner dans votre demande le droit que vous souhaitez exercer et la manière dont vous souhaitez recevoir la réponse de ISCAP (par email ou par voie postale).

Vous devez fournir toutes les informations nécessaires pour justifier de votre identité (vos nom et prénoms, date de naissance, adresse postale, email ou numéro de téléphone) et joindre à votre demande une photocopie ou une copie numérique d'un document d'identité valable. Cette photocopie n'est pas requise pour exercer votre droit d'opposition.

ISCAP répondra à votre requête dans un délai d'un mois à compter de la réception de votre demande complète. Elle se réserve le droit de ne pas répondre à des demandes manifestement infondées ou excessives.